

[print](#)

## Washington isolé sur la question vénézuélienne

De [Salim Lamrani](#)

Global Research, mars 20, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/washington-isole-sur-la-question-venezuelienne/5374629>

*Les Etats-Unis se retrouvent isolés sur le continent américain en ce qui concerne la question vénézuélienne, en raison de leur soutien apporté au secteur putschiste de l'opposition, dont les violences ont causé la mort de près de 30 personnes.*

Depuis le début du mois de février 2014, les secteurs d'extrême droite de l'opposition multiplient les actes criminels au Venezuela dans le but de rompre l'ordre constitutionnel et de renverser le président démocratiquement élu Nicolas Maduro. Les violences ont causé la mort d'au moins 28 personnes dont plusieurs membres des forces de l'ordre. Le plan d'action a été élaboré dès janvier 2014 par trois leaders de l'opposition : Leopoldo López, président du parti *Voluntad Popular*, María Corina Machado, députée à l'Assemblée nationale, et Antonio Ledezma, maire de Caracas. Tous trois ont publiquement appelé à un coup de force contre le gouvernement légal et légitime de la République bolivarienne du Venezuela[1].

Les Etats-Unis se sont opposés dès le départ à Hugo Chávez et à la Révolution bolivarienne malgré son caractère démocratique et pacifique. Depuis 1999, Washington apporte un soutien politique, diplomatique, financier et médiatique à l'opposition vénézuélienne. En 2002, George W. Bush avait même orchestré un coup d'Etat contre le président Chávez avec la complicité de l'oligarchie vénézuélienne, d'une partie de l'armée et des médias privés du pays. Aujourd'hui, l'administration Obama soutient ouvertement les tentatives de déstabilisation de la démocratie vénézuélienne en apportant son concours à l'extrême droite.

Le Département d'Etat a ainsi défendu les manifestations violentes au nom de « la liberté d'expression ». Il a exigé des autorités vénézuéliennes qu'elles libèrent les responsables de ces actes qu'il estime « injustement détenus », alors que plusieurs ont été arrêtés les armes à la main. John Kerry, secrétaire d'Etat, a même menacé le Venezuela de sanctions[2].

Cependant, Washington se retrouve isolé sur le continent américain. En effet, l'immense majorité des pays de la région ont condamné les violences orchestrées par l'opposition et ont apporté leur soutien au gouvernement légitime de Nicolas Maduro. Le 7 mars 2014, l'Organisation des Etats américains, traditionnellement conservatrice et alignée sur Washington, et qui regroupe l'ensemble des nations du continent à l'exception de Cuba, a infligé un camouflet à l'administration Obama. Une résolution, adoptée par tous les pays à l'exception des Etats-Unis, du Canada et du Panama, a exprimé la « solidarité » et l'« appui [de l'OEA] aux institutions démocratiques, au dialogue et à la paix en République bolivarienne du Venezuela ». Dans une allusion à la position de Washington, l'OEA a appelé au « respect du principe de non-intervention dans les affaires internes des Etats » et a exprimé « son engagement envers la défense des institutions démocratiques et de l'Etat de droit ». Elle a également condamné l'attitude de l'opposition en exprimant « son refus le plus énergique de toute forme de violence et d'intolérance ». Enfin, l'OEA a fait part de son « plein appui ainsi que son encouragement des initiatives et des efforts du gouvernement démocratiquement élu du Venezuela et de tous les secteurs politiques, économiques et sociaux pour qu'ils continuent d'avancer dans un processus de dialogue national[3] ».

Donc son côté, l'Union des nations sud-américaines, qui regroupe les 12 pays de la région, a condamné « les récents actes de violence ». « Toute demande doit être canalisée de façon pacifique, par la voie démocratique et en respectant l'Etat de Droit et ses institutions », a-t-elle souligné. Elle a également exprimé sa « solidarité » avec « le peuple et le Gouvernement démocratiquement élu de cette nation » et a décidé de « soutenir les efforts du Gouvernement de la République Bolivarienne du Venezuela pour établir un dialogue » avec tous les secteurs de la société. Dans une évidente allusion aux Etats-Unis, l'UNASUR a fait part de son « inquiétude face à toute menace contre l'indépendance et la souveraineté de la République Bolivarienne du Venezuela[4] ».

Michelle Bachelet, Présidente du Chili, qui a accueilli à Santiago du Chili la réunion de l'UNASUR, a apporté son soutien total à Nicolas Maduro et a condamné les tentatives de l'opposition de rompre l'ordre constitutionnel. « Nous n'accepterons jamais personne, que ce soit un individu ou un pays, qui incite à travers des mécanismes violents à renverser un Président légitimement élu », a-t-il affirmé, dans une nouvelle allusion aux Etats-Unis. Selon elle, les conflits doivent être résolus par la « voie du dialogue et de la paix », rejetant ainsi les manifestations violentes de l'opposition[5].

Cristina Fernández, Présidente de l'Argentine, a également exprimé son rejet des tentatives putschistes et a manifesté son soutien « à la démocratie vénézuélienne », en rappelant que l'actuel pouvoir tire sa légitimité des 18 processus électoraux sur 19 qu'il a remportés lors des 15 dernières années. Elle a appelé l'opposition à ne pas abandonner la voie démocratique en soulignant la possibilité d'organiser un référendum révocatoire en 2016 à mi-mandat qui permettrait d'organiser des élections présidentielles anticipées en cas de victoire. « Le Venezuela est le seul pays de la région qui dispose de ce système où l'on peut révoquer le Président », a-t-elle souligné. De la même manière, elle n'a pas manqué de dénoncer les tentatives de déstabilisation orchestrées par les Etats-Unis en mettant en garde contre les « interventions extérieures et étrangères, car il serait désastreux de permettre que des vents étrangers détruisent un pays frère comme le Venezuela[6] ». Fernández a également dénoncé « la tentative de coup d'Etat 'doux' que l'on essaye d'organiser contre la République bolivarienne du Venezuela[7] ».

Tout comme durant la présidence d'Hugo Chávez, les Etats-Unis n'ont pas renoncé à mettre un terme à la Révolution bolivarienne démocratique, pacifique et sociale. Ils s'opposent au Président Maduro et soutiennent l'opposition putschiste. De leur côté, les médias occidentaux, principal relais de cette tentative de déstabilisation, ont manifestement pris fait et cause pour les partisans de la rupture de l'ordre constitutionnel et contre la démocratie vénézuélienne.

**Salim Lamrani**

*Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, **Salim Lamrani** est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.*

*Son nouvel ouvrage s'intitule Cuba. Les médias face au défi de l'impartialité (Paris, Editions Estrella, 2013) et comporte une préface d'Eduardo Galeano.*

[http://www.amazon.fr/Cuba-m%C3%A9dias-face-d%C3%A9fi-l'impartialit%C3%A9/dp/2953128433/ref=sr\\_1\\_1?s=books&ie=UTF8&qid=1376731937&sr=1-1](http://www.amazon.fr/Cuba-m%C3%A9dias-face-d%C3%A9fi-l'impartialit%C3%A9/dp/2953128433/ref=sr_1_1?s=books&ie=UTF8&qid=1376731937&sr=1-1)

**Contact :** [lamranisalim@yahoo.fr](mailto:lamranisalim@yahoo.fr)

**Page Facebook :** <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

---

[1] Salim Lamrani, « 25 verdades sobre las manifestaciones en Venezuela », *Opera Mundi*, 23 février 2014.

[2] *EFE*, « EEUU no responde a oferta de diálogo de Maduro e insiste en pedir mediación », 17 mars 2014.

[3] *Organisation des Etats américains*, « Consejo permanente aprobó declaración sobre la situación en Venezuela », 7 mars 2014. [http://www.oas.org/es/centro\\_noticias/comunicado\\_prensa.asp?sCodigo=C-084/14](http://www.oas.org/es/centro_noticias/comunicado_prensa.asp?sCodigo=C-084/14) (site consulté le 18 mars 2014).

[4] *Union des nations sud-américaines*, « Resolución », 12 mars 2014. <http://cancilleria.gob.ec/wp-content/uploads/2014/03/RESOLUCI%C3%93N-UNASUR-MARZO-2014.pdf> (site consulté le 18 mars 2014).

[5] *The Associated Press*, « Bachelet reitera apoyo a Maduro », 16 mars 2014.

[6] *Agencia Venezolana de Noticias*, « Presidenta Fernández : Defendemos la democracia de Venezuela », 1<sup>er</sup> mars 2014.

[7] *Telesur*, « Fernández : Derrocamiento del Gobierno de Venezuela sería fatal para Latinoamérica », 1er mars 2014.

Copyright © 2014 Global Research